



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'INDRE

SECRETARIAT GENERAL  
Mission Développement Durable  
Service des installations classées

SB (DRIRE/YO)

**ARRETE N° 2005 -12-0476 du 28 décembre 2005**

**autorisant la société PIPELIFE à poursuivre et à étendre  
l'exploitation d'une unité  
de transformation de matières plastiques  
sur le territoire des communes d'ETRECHET et de DIORS**

**Le préfet de l'Indre,  
chevalier de la légion d'honneur,**

**Vu le code de l'environnement, et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V ;**

**Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment ses articles 17 et 18 ;**

**Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son décret modificatif du 10 août 2005 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 96-E-546 du 12 mars 1996 autorisant la société PIPELIFE à poursuivre l'exploitation de son entreprise de transformation de matières plastiques en zone industrielle de la Martinerie à ETRECHET ;**

**Vu le dossier en date du 16 avril 2003 par lequel la société PIPELIFE sollicite l'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de ses activités dans son établissement sis zone industrielle de la Martinerie d'ETRECHET et de DIORS ;**

**Vu la lettre en date du 25 octobre 2005 par laquelle la société PIPELIFE a demandé le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique n° 1172 ;**

**Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-E-2873 en date du 28 septembre 2004 prescrivant le déroulement d'une enquête publique du 25 octobre 2004 au 25 novembre 2004 ;**

**Vu le registre d'enquête publique, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur en date du 8 décembre 2004 ;**

**Vu l'avis des conseils municipaux de DEOLS et DIORS ;**

.../...

**Vu les avis de mesdames et messieurs :**

- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- le directeur départemental de l'équipement,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,
- l'ingénieur conseil de l'institut national des appellations d'origines contrôlées,
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le directeur régional des affaires culturelles.

**Vu les éléments complémentaires apportés par la société PIPELIFE France en date du 22 mars 2005 et du 4 novembre 2005 ;**

**Vu le rapport de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, en date du 7 novembre 2005 ;**

**Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de la séance du 1<sup>er</sup> décembre 2005 ;**

**Vu la communication du projet d'arrêté faite à M. le directeur de la société PIPELIFE le 12 décembre 2005 ;**

**Considérant** que les mesures prévues par l'exploitant dans l'exercice de ses activités, complétées de l'application des dispositions du présent arrêté, sont de nature à prévenir efficacement les inconvénients et dangers envers les intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement ;

**Sur la proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;**

## STRUCTURE

# STRUCTURE DE L'ARRETE PREFECTORAL

## ARRETE

Article 1

## TITRE I

Articles 2 à 7

Règles générales s'appliquant à l'ensemble de l'établissement

## TITRE II

Article 8

Règles particulières applicables aux installations  
de transformation de polymères

## TITRE III

Article 9

Règles particulières applicables aux installations  
de stockage de produits dont 50 % de la masse totale  
unitaire est composée de polymères

## TITRE IV

Article 10 à 12

Règles particulières applicables aux installations annexes

## TITRE V

Articles 13 à 18

Modalités d'application

## ANNEXE I

Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

## ANNEXE II

Plan des installations

Repérage des points de rejet d'effluents aqueux et des points de mesures sonores

## ARRETE

**ARTICLE 1-****1.1. Autorisation**

La société PIPELIFE dont le siège social est situé zone artisanale à GAILLON (27600) est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre et étendre l'exploitation des installations classées décrites en annexe I du présent arrêté dans son unité de transformation de matières plastiques (coordonnées en Lambert 2 étendu : X = 557 455, Y = 2201 680), sise zone industrielle de la Martinerie sur le territoire des communes :

- d'ETRECHET, section A, parcelles n° 236, 254, 255, 291, 294 du plan cadastral,
- de DIORS, section C, parcelles n° 231 et 512 du plan cadastral, ainsi qu'une ancienne partie de la rue Joseph ROUSSEAU (sans numéro de cadastre).

**1.2. Abrogation**

La liste des activités visées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 1996 est remplacée par celle figurant à l'annexe I du présent arrêté. Les prescriptions techniques des articles 3 à 9 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

**1.3. Description des activités**

L'établissement, objet de la présente autorisation, a pour activité principale la fabrication par extrusion et co-extrusion de tubes lisses ou annelés rigides en PVC non plastifié. Implanté sur un terrain d'une superficie de 55 846 m<sup>2</sup>, l'établissement est composé de plusieurs bâtiments représentant une surface bâtie de 7 115 m<sup>2</sup> :

- un bâtiment principal abritant plusieurs ateliers (mélange-formulation d'un prémix, fabrication par extrusion, broyage et micronisation des chutes), des locaux annexes (groupes frigorifiques, transformateurs, maintenance, laboratoire, locaux sociaux, bureaux techniques, stockage d'adjuvants et de stabilisants),
- trois bâtiments de stockage des accessoires (pièces en PVC, polyéthylène et élastomères),
- un bâtiment administratif,

ainsi qu'une zone extérieure imperméabilisée d'une surface de 26 000 m<sup>2</sup> destinée à l'entreposage des produits finis, et de plusieurs silos de stockages de matières premières (PVC, carbonate de calcium). La capacité maximale autorisée de production est de 18 000 tonnes par an.

**1.4. Dispositions Générales****1.4.1 Réglementation des installations soumises à déclaration**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations visées à l'annexe I qui relèvent du régime déclaratif.

Ces installations sont soumises, d'une part aux dispositions du présent arrêté et d'autre part, sous réserve qu'elles ne soient pas contraires à celles contenues dans le présent arrêté aux prescriptions générales relatives en fonction de leur date de déclaration :

- aux nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées fixées, lorsqu'elles existent, par arrêtés ministériels suivant les dates de mise en application précisées par ces derniers,
- aux anciennes rubriques de la nomenclature des installations classées fixées par le préfet de l'Indre, jusqu'à l'entrée en vigueur des dispositions imposées par les arrêtés ministériels précités.



#### **1.4.2. Autres installations de l'établissement**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, et qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature par leur proximité ou leur connexité à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées, objet du présent arrêté.

#### **1.5. Réglementation de caractère général**

L'autorisation est accordée à ces conditions et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que des autres réglementations en vigueur. Ainsi, sans préjudice des prescriptions figurant au présent arrêté, sont applicables aux installations visées par le présent arrêté :

- l'arrêté ministériel modifié du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées (JO du 4 août 1990),
- le décret du 7 décembre 1992 relatif à certains fluides frigorigènes utilisés dans les équipements frigorifiques et climatiques (JO du 8 décembre 1992),
- l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées (JO du 26 février 1993),
- le décret modifié du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages (JO du 18 mars 1995),
- le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive (JO du 24 novembre 1996),
- l'arrêté ministériel modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 27 mars 1997),
- l'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (JO du 3 mars 1998),
- l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 7 mars 2003),
- l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive (JO du 26 juillet 2003),
- l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 relatifs aux conditions d'installations des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter (JO du 6 août 2003),
- le décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitements des déchets (JO du 31 mai 2005),
- l'arrêté ministériel du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs (JO du 1<sup>er</sup> septembre 2005),
- l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 (JO du 14 septembre 2005).

## TITRE PREMIER

### *Règles générales s'appliquant à l'ensemble de l'établissement*

#### ARTICLE 2- Dispositions Administratives

##### 2.1. Conformité aux plans et données techniques

Les installations doivent, sous réserve des prescriptions du présent arrêté et autres réglementations en vigueur, être disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier et aux compléments apportés lors de la procédure d'instruction.

##### 2.2. Extensions, Modifications

Toute extension ou modification envisagées par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

##### 2.3. Contrôles et analyses (inopinés ou non)

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores, vibratoires ou d'odeurs. Ils sont exécutés par un organisme tiers dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte pris au titre du code de l'environnement. Tous les frais générés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

##### 2.4. Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Elles sont systématiquement écrites et mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien et à la suite d'incidents ou d'accidents de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

##### 2.5. Déclaration des incidents et accidents

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible, de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées, sauf décision contraire de celle-ci.

## 2.6 Bilans environnementaux

### 2.6.1 Bilan annuel

L'exploitant adresse au Préfet au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante, un bilan massique annuel des émissions chroniques ou accidentelles, canalisées ou diffuses de plomb dans l'air, l'eau et les sols quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'installation classée. Le contenu de ce bilan est conforme aux prescriptions des articles 7 et 8 de l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 susvisé. Une copie de cette déclaration est transmise par messagerie électronique à l'inspection des installations classées.

### 2.6.2 Bilan de surveillance

L'exploitant établit et met en place un plan de surveillance en matière de sécurité et d'environnement. Les moyens matériels et humains nécessaires pour réaliser cette mission sont définis et mis en œuvre. Le plan de surveillance est établi à partir des arrêtés préfectoraux de l'établissement et a pour mission de lister les écarts constatés entre les arrêtés préfectoraux et l'existant. Ce plan, qui est mis à jour chaque fois que nécessaire se présente en deux parties :

- une première partie relative aux prescriptions imposant des contrôles ou informations périodiques (électricité, matériels incendie, incidents/accidents, modifications, eau, air, bruit...),
- une seconde partie relative aux autres prescriptions concernant la mise en place de matériels ou de dispositions constructives.

Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Un bilan annuel de son application est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées avec les écarts détectés et la justification de leur traitement. Dès lors que l'ensemble des justifications de conformité a été fourni, la transmission annuelle susvisée de la seconde partie du plan n'est plus exigée.

## 2.7. Remise en activité suite à accident

Si les installations se trouvent momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, le préfet pourra décider que leur remise en service sera subordonnée selon le cas à une nouvelle autorisation.

## 2.8. Installations et équipements abandonnés

Les installations désaffectées seront débarrassées de tout stock de matières polluantes et démolis au fur et à mesure des disponibilités. Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. Une analyse déterminera les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air, ...) ainsi que la sécurité publique. Des opérations de décontamination seront, le cas échéant, conduites.

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec l'exploitation en cours, des dispositions matérielles doivent interdire leur réutilisation. De plus, ces équipements doivent être vidés de leur contenu et physiquement isolés du reste des installations (sectionnement et bridage des conduites, etc...).

### 2.9. Transfert des installations et changement d'exploitant

Tout transfert des installations visées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté doit faire l'objet, avant sa réalisation, d'une déclaration au Préfet et le cas échéant d'une nouvelle autorisation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur doit en faire déclaration au préfet dans le mois de la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

### 2.10. Cessation définitive d'activité

Lorsque l'exploitant mettra à l'arrêt définitif l'une de ses installations, il notifiera au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification sera accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues ainsi que la nature des travaux pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et doit comprendre notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination de toutes les installations, matières premières et produits finis
- l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
- la coupure des énergies (eau, gaz et électricité),
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,

L'exploitant doit placer le site de l'installation sur son environnement dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Lors de la notification adressée au Préfet, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

Lorsque la cessation d'activité concerne des installations relevant de la TGAP "à l'exploitation", l'exploitant a 30 jours pour effectuer sa déclaration de cessation d'activité aux douanes avec copie à l'inspection des installations classées et la taxe due est immédiatement établie.

### 2.11. Vente des terrains

En cas de vente des terrains, l'exploitant est tenu d'informer par écrit l'acheteur que des installations classées soumises à autorisation y ont été exploitées. Il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation de ces installations.

### 2.12. Droits des tiers

La dite autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

### 2.13. Droit de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir du jour où le dit acte a été notifié,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511.1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

### 2.14. Annulation et déchéance

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque les installations classées n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

## ARTICLE 3- Dispositions techniques

### 3.1. Généralités

Les installations doivent être conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement par la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

### 3.2. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu propre. Les bâtiments et les installations doivent être entretenus en permanence (peinture, bardage ...).

Les abords de l'établissement, les voies de circulation et les aires de stationnement de véhicules doivent être aménagées (pente, revêtement).

### 3.3. Prévention de la pollution de l'eau

#### 3.3.1 Prélèvements d'eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Pour l'ensemble de ses besoins (industriels, sanitaires, entretien,...), l'exploitant utilisera uniquement l'eau prélevée dans le réseau public d'alimentation à raison de 5 000 m³/an. Aucun prélèvement dans les eaux superficielles ou souterraines n'est autorisé. La limitation de consommation ne s'applique pas au réseau incendie.

Les points de prélèvement doivent être équipés d'un dispositif de mesure totalisateur de volume. Les points de prélèvement relatif aux installations industrielles devront être équipés d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'adduction d'eau potable, à l'occasion d'une mise en dépression de ce réseau.

Afin d'apprécier la consommation d'eau et les éventuels incidents (fuites), un relevé des volumes prélevés est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir de ses relevés mensuels de consommation. Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de situation de restriction d'eau en période de sécheresse actée par arrêté préfectoral, l'arrosage des espaces verts est interdit et les essais périodiques pour la défense incendie sont limités à leur stricte nécessité.

### 3.3.2 Collecte et traitement des effluents

Les eaux doivent être collectées selon leur nature et, le cas échéant, la concentration des produits qu'elles transportent, et acheminées vers les traitements dont elles sont justifiables, conformément aux principes généraux de collecte et de traitement précisés ci-après.

A cette fin, le réseau de collecte des effluents de l'établissement sera de type séparatif. Il devra séparer les différents effluents tels que défini au paragraphe 3.3.2.a du présent arrêté.

Les réseaux de collecte sont conçus de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués et le milieu naturel.

#### 3.3.2.a Nature des effluents

On distingue dans l'établissement :

- les eaux vannes,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées,
- les eaux de refroidissement,
- les effluents industriels.

##### 3.3.2.a.1. Eaux vannes

Les eaux vannes telles que les eaux usées des sanitaires et des vestiaires doivent être collectées, puis rejetées dans le réseau public des eaux usées de la zone industrielle, en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

##### 3.3.2.a.2. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement des voies de circulation et des aires de stationnement représentant une surface d'environ 48 400 m<sup>2</sup> ainsi que les eaux de toiture représentant une surface de 7 115 m<sup>2</sup> doivent transiter par des dispositifs déboureur-séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau communal d'eaux pluviales de la zone industrielle.

### 3.3.2.a.3. Eaux de refroidissement

Les eaux utilisées pour le refroidissement des installations doivent être collectées, puis transiter par un réseau de réfrigération fonctionnant en circuit fermé. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.

### 3.3.2.a.4. Effluents industriels

Aucun rejet d'effluents à caractère industriel n'est autorisé dans le milieu naturel et les différents réseaux. Tous les effluents d'origine industrielle, y compris les effluents résiduels de lavage des sols des bâtiments ou aires de stockage sous abri, sont éliminés à l'extérieur conformément aux dispositions de l'article 6.6 du présent arrêté. La gestion des effluents industriels de toute nature s'exécute au plus près des sources de pollution afin de permettre leur évacuation vers une filière de traitement appropriée.

### 3.3.2.b Isolement du site

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle. A cette fin, un système d'obturation est mis en place sur les collecteurs du réseau d'eaux pluviales.

Ce système d'obturation est dimensionné pour répondre à la pression de la colonne d'eau collectée, à une éventuelle agression chimique des effluents. Les dispositifs de mise en œuvre du système sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessible en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne prévoyant une vérification au moins trimestrielle.

### 3.3.2.c Confinement des effluents

L'établissement doit être pourvu d'un bassin de confinement ou tout autre dispositif capable de recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts ou des cours d'eau.

Des dispositions sont prises pour que l'écoulement de ces eaux puisse converger vers le dispositif retenu. A ce titre, une étude complète de planimétrie du site et de sens d'écoulement des eaux sera réalisée. Le dispositif retenu doit disposer d'une capacité de confinement minimum de 600 m<sup>3</sup>. Ce dispositif doit être accessible aux services de secours et protégé afin de pas mettre en péril leur sécurité lors des interventions.

Les effluents ainsi collectés ne peuvent être rejetés dans le réseau d'eaux pluviales que si ces effluents satisfont aux caractéristiques de rejet définies à l'article 3.3.2.e.4 du présent arrêté. Dans le cas contraire, ils doivent être éliminés dans les conditions fixées à l'article 6.6 du présent arrêté.

### 3.3.2.d Plans et schémas des réseaux

L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteurs, isolement de la distribution alimentaire,...) ;
- les ouvrages de toutes sortes (obturateurs, vannes, compteurs, ...) ;
- les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature.



Ils sont mis à jour à chaque modification notable et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. L'exploitant gère par une procédure toute modification du réseau de distribution d'eau pour prévenir les branchements pouvant mettre en communication de l'eau destinée à la consommation humaine et de l'eau industrielle.

### 3.3.2.e Conditions de rejet

#### 3.3.2.e.1. Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur

Les réseaux de l'établissement aboutissent à quatre points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet	1
Repérage cartographique	EV1 - Plan annexe II
Nature des effluents	Eaux usées
Traitement avant rejet	Station d'épuration militaire
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de la zone industrielle
Milieu naturel récepteur	Ruisseau du Beaumont

  

Point de rejet	2 à 4
Repérage cartographique	EP1 à EP3 – Plan annexe II
Nature des effluents	Eaux de toitures, de voiries et de stationnement
Traitement avant rejet	Dispositifs débourbeur séparateur d'hydrocarbures (EP1 et EP3)
Exutoire du rejet	Réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle
Milieu naturel récepteur	Ruisseau du Beaumont

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit.

#### 3.3.2.e.2. Aménagement des points de rejet

Sur les canalisations de rejet référencées EP1 et EP3, est prévu un point permettant de prélever des échantillons. Ces points sont aménagés de façon à réaliser des mesures représentatives, à être aisément accessibles, à permettre des interventions en toute sécurité et à assurer une bonne diffusion du rejet.

#### 3.3.2.e.3. Rejet en nappe souterraine

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires, même traitées, dans la nappe souterraine est interdit, conformément à l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié.

#### 3.3.2.e.4. Qualité des effluents rejetés

##### 3.3.2.e.4.a Principes généraux

Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique ainsi qu'à la conservation de la faune ou de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement ou au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables, ou de favoriser la manifestation d'odeurs, saveurs ou colorations anormales dans les eaux naturelles.

##### 3.3.2.e.4.b Traitement des effluents

Les installations de traitement des effluents aqueux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées par un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.



A cet effet, les installations de débouillage-déshuilage mentionnées à l'article 3.3.2.a.2 du présent arrêté doivent être dimensionnées afin de répondre aux volumes d'eaux collectés de la surface considérée et de l'événement pluvieux décennal le plus critique de la région. Elles doivent être équipées d'un obturateur automatique, d'un report d'alarme de saturation et d'un déversoir d'orage adapté permettant le traitement du premier flot. Ces installations doivent être fréquemment visitées, maintenues en permanence en bon état de fonctionnement et débarrassées aussi souvent que nécessaire des boues et des huiles retenues qui doivent être éliminées comme il est dit à l'article 6.6 du présent arrêté.

L'ensemble des rejets ne peut intervenir que si les effluents satisfont avant toute dilution aux caractéristiques définies ci-après. Dans le cas contraire, ils doivent être éliminés dans les conditions fixées à l'article 6.6 du présent arrêté. En aucun cas, la dilution des effluents n'est autorisée et ne constitue pas un moyen de traitement.

#### 3.3.2.e.4.c Valeurs limites des effluents

Les conditions de mesures sont fixées par les normes françaises ou européennes en vigueur.

A la date du présent arrêté, sont applicables les normes portées entre parenthèses. L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température :  $\leq 30^{\circ}\text{C}$ ,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (NF T 90 008)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l (NF EN ISO 7887)
- exempt de produits susceptibles de dégager en égout directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- exempt de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages,
- exempt de matière flottante.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration des effluents ci-dessous définies. Le tableau qui suit regroupe pour chaque paramètre les conditions de rejets à respecter :

Référence des points de rejets	Rejets d'eaux pluviales
Paramètre (norme)	Concentration maximale (mg/l) ou (g/m <sup>3</sup> )
MES (NF EN ISO 872)	35
HCT (NF EN ISO 9377-2)	10

### 3.3.3 Prévention des pollutions accidentelles

#### 3.3.3.1 Généralités

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse se produire de déversement de matières qui par leurs caractéristiques et par les quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu environnant en cas d'incident de fonctionnement qui se produirait dans l'enceinte de l'établissement.

#### 3.3.3.2 Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. L'étanchéité des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

Les capacités de rétention ainsi que le réseau de collecte et de stockage des égouttures et des effluents accidentels ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité même obturable dans l'égout ou le milieu naturel.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Des produits absorbants et neutralisants ainsi que le matériel nécessaire (pompes, pelles, seaux, ...) doivent être stockés à proximité de tout dépôt de produits liquides pour le traitement d'épanchement et de fuites susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux. Les produits récupérés, en cas d'accident, devront être éliminés conformément aux dispositions de l'article 6.6 du présent arrêté.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Aucun stockage de liquides inflammables, ainsi que tous autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé sous le niveau du sol.

#### 3.3.3.3 Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. La manipulation de produits polluants solides, liquides ou liquéfiés est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

### 3.3.4 Etiquetage – Données de sécurité

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, sous la forme par exemple de fiches de données de sécurité lorsqu'elles existent. L'ensemble de ces documents est régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

## ARTICLE 4 - Prévention de la pollution atmosphérique

### 4.1. Généralités

Les installations doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions à l'atmosphère.

Ces émissions doivent, pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent, être captées à la source, canalisées et traitées si besoin est, afin que les rejets correspondants soient conformes aux dispositions du présent arrêté.

### 4.2. Limitation des émissions diffuses

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises. A savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation.

### 4.3. Caractéristiques des dispositifs de collecte et de rejet

Les dispositifs de collecte et de canalisations sont munis, dans la mesure du possible, d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du ou des conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale des cheminées peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz de la cheminée. Les conduits de cheminées ne doivent pas présenter de points anguleux et les variations de leurs sections doivent être lentes et continues.

L'ensemble de ces installations satisfait par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion.

Les justificatifs du respect de ces dispositions (notes de calcul, paramètres des rejets, optimisation de l'efficacité énergétique...) sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées.

**4.4. Brûlage à l'air libre**

Le brûlage à l'air libre est interdit sauf pour les déchets non souillés utilisés comme combustible lors des "exercices incendie".

**4.5. Caractéristiques des installations**

Installations	Hauteur minimale de l'exutoire en mètres	Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s	Nature des rejets	Traitement
Silos de stockage de PVC et de carbonate de calcium	17 mètres	5	Poussières	Filtrage par voie sèche
Ateliers de mélanges n° 1 bacs des doseurs-mélangeurs 1 et 2	15 mètres	5	Poussières, Plomb Zinc, HCl, CVM*	Filtrage par voie sèche
Atelier de mélange n° 1 Cellules prémix	15 mètres	5	Poussières, Plomb Zinc, HCl, CVM*	Filtrage par voie sèche
Atelier de mélange n° 1 Trémies-peseuses - mélangeur 1 Trémies-peseuses - mélangeur 2	15 mètres 15 mètres	5 5	Poussières, Plomb Zinc, HCl, CVM*	Filtrage par voie sèche

CVM\* : chlorure de vinyle

Installations	Hauteur minimale de l'exutoire en mètres	Vitesse minimale d'éjection des gaz en m/s	Nature des rejets	Traitement
Atelier de mélange n° 2 Trémies-peseuses - mélangeur 3 Trémies-peseuses - mélangeur 4	15 mètres 15 mètres	5 5	Poussières, Plomb Zinc, HCl, CVM*	Filtrage par voie sèche
Atelier de mélange n° 2 Bacs doseurs mélangeurs 3 et 4	15 mètres	5	Poussières, Plomb Zinc, HCl, CVM*	Filtrage par voie sèche

CVM\* : chlorure de vinyle

Les installations sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation, notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage des installations.

**4.6. Valeurs limites de rejet et surveillance****4.6.1 Définitions**

Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :

- le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),
- les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportée aux mêmes conditions normalisées et, lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène,
- les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, mais d'une durée minimale d'une demi-heure,
- la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.

**4.6.2 Valeurs limites de rejets**

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, et notamment le débit des effluents, les concentrations des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans les tableaux suivants :

Installations concernées	Débit des gaz (Nm <sup>3</sup> /h)	Paramètres	Valeurs limites	
			Concentration (mg/m <sup>3</sup> )	Flux (g/h)
Silos de stockage de PVC et carbonate de calcium (6 silos)	1200	Poussières	20 (21 % O <sub>2</sub> )	6 x 20
Ateliers de mélange n° 1 bacs des doseurs mélangeurs 1 et 2	3000	Poussières	10 (21 % O <sub>2</sub> )	25
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	2,5
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	5
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	125
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	5
Atelier de mélange n°1 cellules premix	5000	Poussières	10 (21 % O <sub>2</sub> )	40
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	4
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	8
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	200
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	8
Atelier de mélange n° 1 Trémies-peseuses - mélangeur 1	780	Poussières	20 (21 % O <sub>2</sub> )	10
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	0,75
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	1,5
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	375
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	1,5

Installations concernées	Débit des gaz (Nm <sup>3</sup> /h)	Paramètres	Valeurs limites	
			Concentration (mg/m <sup>3</sup> )	Flux (g/h)
Atelier de mélange n° 1 Trémies-peseuses mélangeur 2	200	Poussières	20 (21 % O <sub>2</sub> )	5
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	0,2
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	0,4
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	10
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	0,4
Atelier de mélange n° 2 Trémies-peseuses mélangeur 3	660	Poussières	20 (21 % O <sub>2</sub> )	10
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	0,5
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	1
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	25
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	1
Atelier de mélange n° 2 Trémies-peseuses mélangeur 4	960	Poussières	20 (21 % O <sub>2</sub> )	20
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	0,8
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	1,6
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	50
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	1,6
Atelier de mélange n° 2 Bacs doseurs mélangeurs 3 et 4	3000	Poussières	20 (21 % O <sub>2</sub> )	50
		Plomb et composés	1 (21 % O <sub>2</sub> )	2,5
		Zinc et composés	2 (21 % O <sub>2</sub> )	5
		HCl	50 (21 % O <sub>2</sub> )	125
		CVM	2 (21 % O <sub>2</sub> )	5

#### 4.6.3 Surveillance des rejets

L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur, une surveillance de ses émissions atmosphériques suivant les programmes indiqués dans le tableau suivant :

Installations ou émissaires concernés	Paramètres	Périodicité de la mesure
---------------------------------------	------------	--------------------------

Silos de stockage de PVC et de carbonate de calcium	Débit	Deux mesures tous les ans par permutation circulaire
	Vitesse d'éjection des gaz	
	Poussières	
Ateliers de mélange n° 1 bacs des doseurs- mélangeurs 1 et 2 cellules premix Trémies-peseuses - mélangeur 1 Trémies-peseuses - mélangeur 2	Débit	Une mesure tous les ans sur chacun des émissaires
	Vitesse d'éjection des gaz	
	Poussières	
	Plomb – Zinc (particulaires et gazeux)	
	HCl - CVM	
Atelier de mélange n° 2 Trémies-peseuses - mélangeur 3 Trémies-peseuses - mélangeur 4 Bacs doseurs mélangeurs 3 et 4	Débit	Une mesure tous les ans sur chacun des émissaires
	Vitesse d'éjection des gaz	
	Poussières	
	Plomb – Zinc (particulaires et gazeux)	
	HCl - CVM	

Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 4 septembre 2000, le laboratoire agréé effectue ses prélèvements sur une durée d'au moins une demi-heure et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. La mesure du débit rejeté devra être réalisable dans de bonnes conditions de précision et de préférence au niveau du rejet final.

Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Sur demande de l'exploitant ou de sa propre initiative, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence des analyses à pratiquer et/ou la nature des paramètres à rechercher au vu des résultats présentés.

#### 4.6.4 Etat récapitulatif

Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du précédent article est transmis à l'inspection des installations classées, tous les ans sous une forme synthétique accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire. Cet état comprend pour chaque exutoire et pour chaque paramètre figurant dans les tableaux précédents :

- le débit moyen, la concentration moyenne et le flux horaire rejetés,
- le flux total rejeté durant la période couverte par l'état récapitulatif,
- les résultats des mesures sur l'année.

Ce document est accompagné de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et pour qu'ils ne puissent se reproduire.

#### 4.6.5 Diagnostic de l'état des sols

Un diagnostic de l'état des sols doit être réalisé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006, compte tenu de l'utilisation de stabilisants et colorants au plomb, afin de déterminer si les populations limitrophes peuvent être exposées de manière importante à des sols contaminés au plomb. Ce diagnostic doit, en particulier, préciser les zones d'exposition et les résultats des prélèvements réalisés dans ces zones et sera, le cas échéant, accompagné d'une évaluation des effets sur la santé. Le choix de l'organisme chargé de mener ce diagnostic sera préalablement soumis à l'approbation de l'inspection des Installations Classées.



**ARTICLE 5- Prévention des nuisances sonores - Vibrations****5.1. Généralités**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

**5.2. Engins de transport**

Les véhicules de transport et les matériels de manutention utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571.2 du code de l'environnement.

**5.3. Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**5.4. Vibrations**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées par des dispositifs anti-vibrations efficaces.

**5.5. Horaires de fonctionnement de l'établissement**

L'établissement fonctionne en continu (24 h/24h et 7 j/7j). Les horaires de livraison ou d'expédition de matières premières et produits finis doivent être réalisés entre 7h00 et 19h00.

**5.6. Normes****5.6.1 Normes des niveaux sonores pour les bruits aériens**

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque les installations sont en fonctionnement) du bruit résiduel (lorsqu'elles sont à l'arrêt).

Les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période de fonctionnement de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période de fonctionnement de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée les plus proches sont constituées par les zones urbanisées ou urbanisables, à savoir :

- Les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté ;

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté préfectoral et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...) ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté préfectoral dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les emplacements repérés sur le plan en annexe II et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles en limite de propriété industrielle :

Emplacement des Points de mesure (limite de propriété de l'établissement)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	7 h – 22 h tous les jours sauf dimanches et jours fériés	5 h – 7 h tous les jours ainsi que les dimanches et jours fériés
Point n° 1 - Côté Nord	65	60
Point n° 2 - Côté Ouest	65	60
Point n° 3 - Côté Sud	65	60
Point n° 4 - Côté Est	65	60

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

#### 5.6.2 Normes des vitesses particulières pour les vibrations solidiennes

Les sources de vibrations mécaniques seront classées suivant la définition proposée dans la circulaire du 23 juillet 1986 en deux catégories : sources continues ou assimilées, sources impulsionnelles à impulsions répétées.

Les valeurs limites des vitesses particulières, classifiées selon la nature de la source et des constructions, sont celles figurant aux tableaux I et II de la mesure de classe "contrôle" définies dans la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986. La gêne éventuelle est évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986.

#### 5.7. Contrôles acoustiques

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation au minimum tous les cinq ans, une campagne de mesures des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié. La fréquence des mesures pourra être réduite ou étendue par l'inspection des installations classées.



Tout constat de dépassement des niveaux, notamment à l'occasion des mesures prévues par le présent arrêté, devra être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Ces mesures destinées à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations aux emplacements repérés. Le compte-rendu de ces campagnes de mesures doit être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation.

## **ARTICLE 6- Déchets**

### **6.1. Définition**

Conformément à l'article L541-1-II du code de l'environnement, est un déchet tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Est ultime un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.

### **6.2. Principe**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, en agissant sur les procédés, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux et en assurer une bonne gestion. Ainsi, toutes dispositions doivent être prises :

- pour limiter à la source la quantité et la toxicité de ces déchets en adoptant des technologies propres,
- pour limiter les transports en distance et en volume,
- pour trier, recycler, valoriser ces sous-produits issus de l'exploitation des installations, notamment pour les déchets de PVC,
- pour choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,
- pour s'assurer du traitement ou du pré traitement de ces déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- pour s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions.

Les déchets résultant de l'exploitation ou du démantèlement des installations doivent être stockés et éliminés, via des opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans des conditions qui ne mettent pas en danger la santé de l'homme, qui n'exercent pas d'influences néfastes sur le sol, la flore, la faune, qui ne provoquent pas de pollution de l'air ou des eaux, de bruit, d'odeurs, qui respectent les sites et paysages, et, plus généralement, qui ne portent pas atteinte à la santé de l'homme et de l'environnement.

### **6.3. Conformité aux plans d'élimination des déchets**

L'élimination des déchets doit respecter les orientations définies dans les plans régionaux et départementaux relatifs aux déchets.

#### 6.4. Gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement

L'exploitant organise par consigne le tri, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre, les métaux, ... est effectué en vue de leur valorisation.

Les dispositions proposées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation, et qui ne sont pas en contradiction avec les objectifs ou les prescriptions particulières du présent arrêté, sont rendues applicables par le présent arrêté.

#### 6.5. Organisation des stockages de déchets

Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, ...) pour les populations avoisinantes et l'environnement. A cette fin :

- les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage, notamment en termes d'odeurs ou d'envols,
- les déchets liquides ou pâteux, doivent être entreposés dans des récipients fermés, en bon état, et étanches aux produits contenus. Les récipients utilisés doivent comporter l'indication apparente de la nature des produits. Les dispositions doivent être prises pour que les récipients utilisés ne puissent pas être gerbés sur plus de deux hauteurs,
- Les aires affectées au stockage des déchets liquides doivent être aménagées conformément aux règles édictées à l'article 3.3.3.2 du présent arrêté et couvertes,
- les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve qu'il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage et que les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- tout dépôt de déchets susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des eaux ou des sols de par sa nature ou son revêtement, doit être implanté à l'abri des intempéries ou dans des contenants étanches et couverts. Les égouttures souillées en provenance de ces contenants étant éliminées comme il est dit à l'article suivant du présent arrêté,
- le stockage des déchets en vrac dans des bennes doit être fait que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Ces bennes doivent être réservées exclusivement à cette fonction et portent les indications permettant de reconnaître lesdits déchets. Les bennes pleines ne restent pas plus de 15 jours sur le site, sauf en cas d'indisponibilité de la filière d'élimination,
- les mélanges de déchets ne doivent pas être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant, en particulier, à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs,
- tout dépôt de déchets susceptibles d'engendrer une pollution des eaux, du sol ou du sous-sol est interdit en dehors des aires spécifiquement prévues à cet effet telles que décrites ci-dessus.

#### 6.6. Elimination des déchets

L'exploitant doit veiller à ce que les procédés et les filières mis en œuvre soient adaptés à ses déchets. L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, est assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination à l'inspection des installations classées. Il tient à sa disposition une caractérisation et une quantification de tous les déchets générés par ses activités. Les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement, aussi souvent que nécessaire de façon à limiter l'importance des dépôts et ne pas atteindre la saturation, ni en surface, ni en capacité de rétention des aires de stockage prévues ci-dessus.

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an), ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques (élimination par lots). En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas un an.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite sauf pour les déchets non souillés utilisés comme combustible lors des "exercices incendie".

L'exploitant doit être en mesure de justifier du caractère ultime au sens de l'article L 541.1 - alinéa III du code de l'environnement des déchets mis en centre d'enfouissement technique.

L'exploitant doit s'assurer que les emballages, ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport soient de nature à respecter la protection de l'environnement et les réglementations spéciales en vigueur. L'exploitant doit communiquer au transporteur toutes les informations qui lui sont nécessaires et fixer, le cas échéant, le cahier des charges de l'opération.

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret modifié n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages. Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions sont renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils sont éliminés comme des déchets industriels spéciaux dans les conditions définies au présent arrêté.

Les déchets banals (métaux, bois, papier, textile, plastique, ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne sont récupérés ou éliminés que dans des installations autorisées ou déclarées à ce titre.

Les huiles usagées sont récupérées et évacuées conformément aux dispositions du décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

L'exploitant ne remet ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assure que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information doit être reportée dans le registre sus-nommé.

L'exploitant met en place une gestion par niveaux de ses déchets. Les niveaux de gestion des déchets sont définis comme suit :

Niveau 0 : réduction à la source de la quantité et de la toxicité des déchets produits - mise en œuvre de technologies propres,

- Niveau 1 : recyclage ou valorisation des sous-produits de fabrication et des déchets,  
 Niveau 2 : traitement ou prétraitement des déchets (destruction thermique, traitements physico-chimique, détoxification, stabilisation...),  
 Niveau 3 : stockage des déchets ultimes.

L'exploitation de l'établissement est menée de manière à respecter les dispositions figurant dans le tableau ci-après :

Code du déchet*	Désignation du déchet	Origine de production	Niveau de gestion
07 02 99	Déchets de matières plastiques non recyclables	Atelier de production	Niveau 3
13 02 08	Huiles entières usagées	Ateliers et chariots élévateurs	Niveau 2
13 05 07	Boues de déshuileur	Débourbeurs-déshuileurs	Niveau 2
15 01 01	Déchets d'emballages (papiers, cartons)	Livraison pièces et bureaux	Niveau 1
15 01 03	Déchets d'emballages (palettes en bois)	Livraison matières premières et emballages	Niveau 1
15 01 04	Déchets d'emballages (métalliques)	Feuillards des palettes	Niveau 1
16 10 01	Eaux de lavages contenant des substances dangereuses	Ensemble de l'établissement	Niveau 2
20 01 21	Néons usagés	Ensemble de l'établissement	Niveau 2

\* selon le décret du 18 avril 2002, relatif à la nomenclature des déchets

Ne peuvent être éliminés en centre de stockage de classe 1 que les déchets industriels spéciaux cités dans les arrêtés ministériels du 18 décembre 1992 relatifs au stockage de certains déchets industriels spéciaux ultimes et stabilisés.

#### 6.7. Suivi des déchets

L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier de la nature, de l'origine, du tonnage, du mode et du lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations. Pour chaque déchet, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est tenue à jour et qui comporte au minimum les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature définie par le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- la filière d'élimination prévue,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (composition organique et minérale),
- les risques que présente le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières ou produits,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur le déchet,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs,
- les refus d'acceptation, les raisons des refus et les moyens mis en œuvre pour y remédier.

Pour chaque enlèvement les renseignements minima suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...) et conservé par l'exploitant :

- la désignation des déchets et de leur code indiqué à l'annexe II du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets,
- l'origine et la dénomination du déchet,
- la quantité ou le tonnage enlevée,
- la date d'enlèvement,
- le numéro du ou des bordereaux de suivi pour les déchets industriels spéciaux
- la désignation du ou des modes de traitement et, le cas échéant, la désignation de la ou des opérations de transformation préalable et leur(s) code(s) selon les annexes II-A et II-B de la directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975,
- le nom, l'adresse et, le cas échéant, le numéro SIRET de l'installation destinataire finale,
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités
- le nom et adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, numéro SIREN ainsi que numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets
- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale,
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le numéro SIREN du négociant ainsi que son numéro de récépissé conformément au décret du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets

Pour les déchets dangereux listés par le décret n° 2002-540 du 18 avril 2002, chaque enlèvement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi selon les modalités fixées à l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005.

#### **6.8. Déclaration annuelle**

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement) fait l'objet d'une déclaration annuelle à l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances. Cette déclaration est envoyée dans le mois qui suit la fin de l'année.

Un bilan annuel précisant les taux et les modalités de valorisation est effectué par grands types de déchets (matières plastiques, acier, huiles, bois, papier, carton,...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 7 - Prévention des sinistres**

#### **7.1. Gestion de la prévention des risques**

L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et leur entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.

Ces règles, qui ressortent notamment de l'application du présent arrêté, sont établies en référence à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

### 7.2. Dossier de sécurité

L'exploitant établit la liste de tous les procédés potentiellement dangereux mis en œuvre dans l'établissement. Chacun d'eux fait l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

L'exploitant dresse ensuite sous sa responsabilité la liste des procédés potentiellement dangereux pour lesquels il constitue un dossier de sécurité. Cette liste est communiquée à l'inspection des installations classées.

Chaque dossier sécurité comprend au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre : matières premières, produits intermédiaires isolables et produits fabriqués, y compris les impuretés connues, quantités maximales mises en œuvre ;
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation ;
- délimitation des conditions opératoires sûres du procédé et recherche des causes éventuelles des dérives des différents paramètres de fonctionnement, complétées par l'examen de leurs conséquences et des mesures correctrices à prendre ;
- schéma de circulation des fluides et bilans matières ;
- modes opératoires ;
- consignes de sécurité propres à l'installation. Celles-ci devront en particulier prévoir explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

Le dossier sécurité est complété, si besoin révisé au fur et à mesure de l'apparition de connaissances nouvelles concernant l'un des éléments qui le compose ou à l'occasion de toute modification du procédé ou aménagement des installations.

### 7.3. Eléments importants pour la sécurité

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers notamment, la liste des paramètres, équipements, procédures opératoires, instructions et formation des personnels importants pour la sécurité afin de prévenir les causes d'un accident ou d'en limiter les conséquences. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Elle est régulièrement mise à jour.

### 7.4. Zones de dangers

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones pouvant présenter des risques d'incendie ou d'émanations toxiques dues aux produits mis en œuvre ou stockés, selon 3 types :

- les zones à risque permanent ou fréquent,
- les zones à risque occasionnel,
- les zones où le risque n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée s'il se présente néanmoins.,

Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux poussières, l'exploitant définit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment,
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal,

- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins.

Ces zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. Tout local comportant une zone de dangers est considéré dans son ensemble comme zone de dangers.

### 7.5. Conception et aménagement de l'établissement

#### 7.5.1. Accès des secours extérieurs

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.

#### 7.5.2. Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles d'accès et de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture de 2 mètres de hauteur. La clôture ne doit être interrompue qu'au niveau des accès par des portails qui seront fermés en dehors des périodes effectives d'exploitation. La clôture ainsi que les portails sont régulièrement entretenus.

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. L'accès à l'établissement par des personnes étrangères devra être effectué sous le contrôle de l'exploitant. Les installations pouvant présenter un danger potentiel d'incendie ou d'explosion seront interdites à toute personne étrangère à leur exploitation à moins qu'elles ne soient mandatées par l'exploitant.

Pendant les heures ouvrables, une surveillance de l'établissement est exercée par le personnel d'exploitation. En dehors des heures ouvrables, l'établissement fait l'objet d'une surveillance extérieure.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces voies de circulation sont établies afin que le bâtiment soit accessible aux engins de secours et de lutte contre l'incendie. A cette fin, une voie de 4 mètres de largeur et de 3,5 mètres de hauteur libre est maintenue dégagée pour la circulation des engins de secours et de lutte contre l'incendie, sur le demi-périmètre des différents bâtiments.

#### 7.5.3. Conception des bâtiments et des locaux

Les bâtiments et les locaux doivent être aménagés de façon à s'opposer à la survenue et à la propagation d'un incendie.

A l'intérieur des locaux, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

##### 7.5.3.1. Désenfumage

Les bâtiments et les locaux doivent être équipés, en partie haute et en nombre suffisant, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et des gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être dimensionnés en fonction des activités exercées dans les installations. Les commandes manuelles de ces dispositifs sont positionnées à proximité des sorties et sont facilement accessibles.



### 7.5.3.2. Portes et issues de secours

Les bâtiments et les locaux doivent être pourvus de portes et issues de secours en nombre suffisant et disposées convenablement afin de permettre l'évacuation du personnel et de faciliter l'intervention des services de secours. Ces dispositifs doivent être conformes à l'article R 235-4 du code du travail.

Les portes et issues de secours doivent s'ouvrir dans le sens de la sortie et ne comporter aucun dispositif de condamnation. Elles doivent être signalées par des inscriptions nettement visibles, de jour comme de nuit.

### 7.5.4 Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre fera l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adaptée, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure sera décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette vérification sera également effectuée après tout impact par la foudre constaté sur les bâtiments ou les structures et après l'exécution de travaux, sur les bâtiments et structures protégées ou avoisinantes, susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection mis en place.

## 7.6 Conception des installations

### 7.6.1 Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Des dispositions constructives et d'exploitation sont prises pour prévenir l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que protéger les installations des effets des courants de circulation.

### 7.6.2 Utilités

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

### 7.6.3 Matériels utilisables dans les zones où des atmosphères explosives peuvent se présenter

Dans les zones où des atmosphères explosives définies conformément aux prescriptions de l'article 7.4. du présent arrêté peuvent se présenter les appareils doivent être réduits au strict minimum. Ils doivent être conformes aux dispositions :

- du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive,
- de l'arrêté ministériel du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive,
- de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003 relatifs aux conditions d'installations des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter.



### 7.6.4 Installations énergétiques

#### 7.6.4.1 Généralités

Les installations de production, de transport et d'utilisation de l'énergie seront conformes aux normes et règlements en vigueur. Elles seront réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles seront protégées de telle façon que l'énergie qu'elles véhiculent ne puisse initier un sinistre. Les diverses canalisations seront repérées par des couleurs ou des pictogrammes normalisés.

#### 7.6.4.2 Coupure

A proximité d'au moins une des issues des installations dont le fonctionnement ou l'exploitation présente des risques pour l'environnement seront installés des appareils de coupure de l'énergie. A cet effet, est installé un interrupteur général permettant de couper l'alimentation électrique des installations.

Ce dispositif, clairement repéré, et indiqué dans les consignes d'exploitation doit être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions (marche/arrêt, ouverte/fermée).

### 7.6.4.3 Installations électriques

#### 7.6.4.3.1 Généralités

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément au décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables.

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NF C 15 100. Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC 13 100 et NFC 13 200.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit et tout échauffement. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Ce contrôle est complété, au minimum tous les trois ans, par un contrôle thermographique. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

#### 7.6.4.3.2 Mise à la terre

Tous les appareils ou équipements comportant des masses métalliques qui peuvent être à l'origine d'incendie ou d'explosion par la nature des produits qui y sont associés seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur. La mise à la terre est distincte de celle destinée à la protection contre la foudre.

Des dispositions constructives et d'exploitation sont prises pour prévenir l'apparition de charges électrostatiques et assurer leur évacuation en toute sécurité ainsi que protéger les installations des effets des courants de circulation.

#### 7.6.4.3.3 Eclairage

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières, produits ou substances entreposés pour éviter leur échauffement.

L'utilisation de lampes baladeuses est interdite en fonctionnement normal de l'établissement. Elle n'est admise que pour des interventions exceptionnelles de courte durée.

#### 7.6.4.4 Canalisations

Les canalisations situées dans les zones où des atmosphères explosives définies conformément aux prescriptions de l'article 7.4. du présent arrêté peuvent survenir ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles.

Elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant des zones où des atmosphères explosives définies conformément aux prescriptions de l'article 7.4. du présent arrêté peuvent survenir.

#### 7.6.4.5 Chauffage

Les locaux présentant des risques d'incendie ou d'explosion seront chauffés par fluide caloporteur non combustible.

#### 7.6.5 Ventilation

La ventilation sera assurée de façon à respecter les exigences d'hygiène du travail et à éviter toute accumulation de gaz ou de vapeur ou de poussières toxiques, nocifs ou susceptibles d'être à l'origine d'une explosion.

### 7.7. Exploitation des installations

#### 7.7.1. Compétence du personnel

Toute activité ou toute exploitation d'une installation présentant des inconvénients ou dangers pour l'environnement sera confiée à du personnel compétent.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant connaissance des dangers des produits utilisés et stockés dans l'installation.

Outre l'aptitude au poste occupé, le personnel intervenant, y compris le personnel intérimaire, reçoit une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. L'exploitant établira un programme de formation, organisera un contrôle de la connaissance de son personnel en matière de prévention des nuisances et des risques.

#### 7.7.2. Procédures d'exploitation des installations

Doivent faire l'objet de procédures d'exploitation écrites :

- les opérations comportant des manipulations dangereuses,

- la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...)

Ces procédures d'exploitation indiqueront notamment

- le déroulement des opérations ou modes opératoires,
- le personnel qualifié et nécessaire,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et des nuisances générées,
- les modalités de mise en sécurité à la fin de l'exploitation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage,
- la protection des travailleurs,
- les conditions dans lesquelles la présence des produits dangereux dans les locaux est possible et les quantités maximales autorisées,

### 7.7.3. Produits

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et s'il y a lieu les symboles de danger, conformément aux textes relatifs à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. d'incendie et de secours.

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis présentant un caractère inflammable, explosif, toxique ou corrosif sont limités en quantité dans les locaux d'utilisation au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Des pictogrammes, placés sur les lieux ou les portes d'accès des stockages rappellent les risques présentés par les produits.

### 7.7.4. Propreté

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

## 7.8. Sécurité des installations

### 7.8.1. Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer, d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques. Ces interdictions doivent être affichées en caractères apparents dans les locaux et sur leurs portes d'entrée,
- les mesures à prendre en cas de fuite au niveau des produits entreposés ou manipulés, ou sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,
- l'obligation du "permis d'intervention" ou "permis de feu" mentionné à l'article 7.9. du présent arrêté.
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, gaz, ...),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution.

Les règles d'urgence à adopter en cas de sinistre sont portées à la connaissance du personnel et affichées.

#### 7.8.2. Systèmes d'alarme et de mise en sécurité

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et destinés à informer rapidement le personnel de tout incident.

Les installations concernées sont dotées d'un système de sécurité, indépendant du dispositif de conduite, et assurant la mise en sécurité des équipements en cas de dépassement de seuils critiques préétablis.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont classés "équipements importants pour la sécurité" et soumis aux dispositions prévues par le présent arrêté.

Les détecteurs, commandes, actionneurs et autres matériels concourant au déclenchement et à la mise en œuvre du dispositif d'arrêt d'urgence et d'isolement sont clairement repérés et pour les commandes "coup de poing", facilement accessibles sans risque pour l'opérateur.

#### 7.8.3. Conception et contrôle des équipements importants pour la sécurité

Sans préjudice de l'application des réglementations qui leur sont applicables, la conception, la fabrication des équipements importants pour la sécurité et leurs contrôles sont effectués selon les règles de l'art.

Ces éléments font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques ou électrochimiques.

La conception et l'implantation des équipements importants pour la sécurité tiennent compte de leur maintenance et de leur vérification périodique, afin de faciliter les opérations et en minimiser les risques. En outre, celles des dispositifs indicateurs (jauges de niveaux, manomètres,...) permettent leur étalonnage périodique ainsi que la vérification de la bonne exécution de leur fonction sécurité.

L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des règles internes de sûreté.

#### 7.8.4. Organisation en matière de sécurité

L'exploitant met en place un ensemble d'actions préétablies et systématiques pour assurer le bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui de ses règles internes de sécurité.

Cette organisation comprend au moins :

- a) des vérifications périodiques des installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés les produits dangereux,
- b) la vérification des divers moyens de secours, d'intervention ainsi que le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité,

- c) pour les équipements importants pour la sécurité, un programme de suivi de la construction, de maintenance et d'essais périodiques spécifiquement adapté à chaque type de matériel,
- d) les modalités d'intervention pour maintenance, vérification ou modification, y compris la qualification nécessaire pour intervenir (personnel de l'entreprise ou sous-traitant),
- e) les consignes de conduite des installations (situation normale, situation dégradée, essais périodiques, travaux exceptionnels,... y compris la qualification des personnes affectées à ces tâches, qu'elles fassent partie de l'entreprise ou non),
- f) le programme de surveillance interne, visé au paragraphe ci-après,
- g) l'enregistrement des accidents, incidents ou anomalies de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ainsi que des mesures correctives associées,
- h) la désignation d'un responsable sécurité et de son suppléant.

#### 7.8.5. Organisation en matière de sécurité

L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance, préétabli et documenté, de ses installations et de son organisation afin de s'assurer du bon respect des dispositions du présent arrêté et de celui des règles internes de sécurité.

Les comptes rendus des actions de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### 7.9. Travaux

Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable et explosible sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations en exploitation et les dispositions de surveillance à adopter.

Lorsque des travaux sont exécutés par une entreprise extérieure, il devra être réalisé un plan de prévention conformément à l'application du décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Ces travaux font l'objet d'un permis d'intervention délivré par une personne nommément autorisée. Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, tous les travaux nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu.

Les permis rappellent notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis d'intervention ou de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre, notamment les contrôles d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,
- les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Les permis doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieurs à l'établissement n'interviennent pour tous travaux qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation et des contrôles réalisés par l'établissement.

Dans ce cas, les permis ainsi que la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise ou le service extérieurs, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations,
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

#### 7.10. Interdiction de feux

Il est interdit d'approcher avec du feu sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un permis de feu. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

#### 7.11. Habilitation – Formation du personnel

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En outre, ce personnel reçoit une habilitation pour le poste qu'il occupe.

#### 7.12. Moyens d'intervention en cas d'accident

##### 7.12.1 Définition des moyens

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés.

En ce qui concerne le risque incendie, les bâtiments sont pourvus d'extincteurs, de robinets d'incendie armés ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les robinets d'incendie armés sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées, et sont utilisables en période de gel.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

#### 7.12.2 Surveillance et détection

Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection.

La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.

#### 7.12.3 Réserves de sécurité

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement, tels que liquides inhibiteurs, produits absorbants, produits de neutralisation,...

#### 7.12.4 Protections individuelles

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne :

- chargée de la surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

#### 7.12.5 Ressources en eau

L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu de l'étude des dangers. A ce titre, le réseau d'eau doit permettre l'alimentation des robinets d'incendie armés en rapport avec l'importance et les risques présentés.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Les poteaux incendie doivent être munis de raccords normalisés. L'exploitant doit s'assurer de leur disponibilité opérationnelle permanente. La défense contre l'incendie est assurée par sept poteaux permettant d'assurer une ressource en eau de 530 m<sup>3</sup> pendant deux heures sous 3 bars. Ils sont répartis autour l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre et stockage de matières plastiques.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.



### 7.13. Règles d'intervention en cas de sinistre

#### 7.13.1. Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose de plusieurs équipes de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention permettant de couvrir les différentes tranches horaires de fonctionnement de l'établissement.

#### 7.13.2. Système d'information interne

Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Ce réseau déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter immédiatement les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus. Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis dans l'établissement de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.

#### 7.13.3. Plan d'intervention

Un plan d'intervention est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Des dispositions particulières doivent être prises vis à vis du risque de dégagement d'acide chlorhydrique lors d'un incendie (mesures des concentrations, détermination de la direction et de la vitesse du vent, information des sociétés riveraines, ...).

Ce plan est transmis à la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Des exercices sont réalisés tous les ans.



## TITRE DEUXIEME

### ***Règles particulières applicables aux installations de transformation de polymères***

Sont concernées par les prescriptions du présent titre, les installations décrites en annexe I relevant des rubriques n° 2661.1.a, n° 2661.2.a et n° 1172.2 de la nomenclature.

#### **ARTICLE 8 -**

Ces prescriptions s'appliquent au bâtiment principal abritant les ateliers de mélange-formulation d'un premix, de fabrication par extrusion, de broyage et micronisation des chutes.

##### **8.1. Distances d'éloignement**

Ce bâtiment doit être implanté à une distance :

- d'au moins 15 m des immeubles habités ou occupés par des tiers, des limites de propriétés et des voies ouvertes à la circulation publique,
- d'au moins 10 m des bâtiments abritant le personnel et des bâtiments de stockage des produits finis,
- d'au moins 3 m des aires extérieures de stockage des produits finis.

##### **8.2. Règles de construction et d'aménagement**

Les éléments de construction et d'aménagement du bâtiment doivent présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

Structure (ossature, poteaux et pannes) et murs	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0)
Portes intérieures	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0) – REI 60 (anciennement coupe-feu de degré 1 heure).
Portes extérieures	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0) – RE 30 (anciennement pare-flamme de degré 1/2 heure).
Couverture	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0) à l'exception des dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion
Sol	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0)

Toutes les portes sont munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

##### **8.2. Désenfumage**

Les différents ateliers doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent), notamment d'exutoires.

La surface utile de l'ensemble des exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de la surface géométrique des toitures. La surface utile de chaque exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 m<sup>2</sup> ni supérieure à 6 m<sup>2</sup>. Ces exutoires doivent être isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

L'atelier d'extrusion doit être divisé pour disposer de deux cantons de désenfumage. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement réalisés en matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0) et stables au feu de degré un quart d'heure, y compris leurs fixations.

### 8.3. Eclairage zénithal

La surface dédiée à l'éclairage zénithal ne doit pas excéder 10 % de la surface géométrique de la couverture, notamment au niveau des cantons de désenfumage. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et définition des méthodes d'essais.

### 8.4. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les ateliers doivent être convenablement ventilés de façon à éviter tout risque d'atmosphère explosive et/ou toxique.

### 8.5. Règles d'aménagement

#### 8.5.1 Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions visées au titre I du présent arrêté. A proximité d'au moins une issue du bâtiment, est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique des installations.

Les installations sont soumises aux prescriptions de l'article 7.4 du présent arrêté, notamment les équipements métalliques (structures, mélangeurs, cellules, canalisations, ...) doivent être mis à la terre.

#### 8.5.2. Chauffage

Aucune installation de chauffage des ateliers n'est autorisée.

#### 8.5.3. Equipements

Toutes les installations susceptibles de constituer des sources d'émissions de poussières doivent être pourvues de moyens de récupération et de traitement de ces émissions, notamment au niveau des installations de broyage.

Les canalisations et les gaines de ventilation connexes aux installations doivent être conçues et aménagées afin que leur comportement lors d'un incendie ne puisse être à l'origine d'une extension du sinistre.

Les installations de production nécessitant des systèmes de chauffage et/ou de mise en pression doivent être équipées de systèmes de surveillance de température et/ou de surpression avec report d'alarmes visuelle et sonore. En cas de dérive thermique et/ou de pression, les sources calorifique et/ou de mise en pression des installations doivent immédiatement s'arrêter.

Les installations de production nécessitant un refroidissement devront être équipées de système de surveillance de température du fluide réfrigérant avec report d'alarmes visuelle et sonore en cas de défaillance. Le réseau de refroidissement alimentant ces installations devra être équipé de vannes sectionnables permettant de les isoler individuellement.

Le bâtiment doit être équipé d'un système interne d'alerte incendie ainsi que d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme rapidement exploitable.

### 8.6. Règles d'exploitation

Toutes dispositions doivent être prises sur les circuits d'alimentation des mélangeurs et des cellules de stockage de prémix afin d'éviter toute fausse manœuvre de remplissages susceptible de créer un danger pour l'environnement (erreur d'introduction de produit, refoulement non contrôlé de produit, sur-remplissage...).

Les vitesses de transfert des matières doivent être adaptées au procédé utilisé tout en respectant une limite de concentration au plus égale à 50 % de la limite d'explosivité air/matière.

Tout dépôt de matières combustibles est interdit à proximité des installations utilisant des procédés de chauffage en dehors des produits nécessaires à la production journalière.

Dès leur fabrication, les produits finis doivent être régulièrement évacués vers les aires extérieures de stockage.

La conception des installations de production doit permettre la récupération des chutes et produits déclassés, et leur réintroduction dans les procédés de fabrication. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité éliminés conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté. Le taux de recyclage des déchets de production doit être suivi annuellement. Les déchets de fabrication, autres que ceux faisant l'objet d'un recyclage doivent être régulièrement évacués des ateliers.

### 8.7. Substitution des stabilisants et colorants au sel de plomb

L'examen des possibilités d'une substitution des stabilisants et des colorants au sel de plomb par d'autre produit présentant une moindre toxicité pour l'environnement doit être effectué chaque année. Les résultats de l'examen sont adressés à l'inspection des installations classées avant le 31 décembre de l'année.

A la date de notification du présent arrêté, 25% de la production doit être réalisée avec des stabilisants sans sel de plomb. La substitution par des stabilisants à sel de cadmium est strictement interdite.

## TITRE TROISIEME

### ***Règles particulières applicables aux installations de stockage de polymères***

Sont concernées par les prescriptions du présent titre, les installations décrites en annexe I relevant de la rubrique n° 2663.2.a de la nomenclature.

#### **ARTICLE 9 -**

Ces prescriptions s'appliquent au stockage des produits finis dans les trois bâtiments d'entreposage ainsi que sur les aires extérieures.

##### **9.1. Règles d'aménagement**

###### **9.1.1 Stockages extérieurs**

Les stockages doivent être séparés :

- des limites de propriété par un espace libre d'au moins 14 m,
- des murs du bâtiment de production et des bâtiments de stockage par un espace libre d'au moins 3 m.

La distance de 14 m pourra être révisée sur la base d'une actualisation de l'étude des dangers. Cette actualisation sera communiquée à l'inspection des installations classées. En application des dispositions prévues à l'article 3 du décret n°77-1173 du 21 septembre 1977, la réalisation d'une analyse critique de l'étude des dangers par un tiers expert peut être sollicitée

Les stockages doivent être divisés en îlots dont le volume unitaire ne doit pas dépasser 3 000 m<sup>3</sup>. Une matérialisation au sol définit les emplacements des îlots ou la séparation entre îlots. La surface maximale d'un îlot ne peut excéder 1 000 m<sup>2</sup>. La distance séparant chaque îlot doit au moins être de 3 m. A défaut, les îlots sont séparés par des murs de type REI 60 (anciennement coupe-feu de degré 1 heure), dépassant en hauteur d'au moins 1 m le niveau supérieur de stockage et de 0,5 m latéralement.

La hauteur des stockages ne doit pas excéder 3 m, sauf pour les produits dénommés JUMBO limitée à 4 m. Le stockage doit être exclusivement réservé à l'entreposage des produits finis de l'établissement. Il est interdit de stocker d'autres matières à moins de 5 m des îlots de stockage.

Les passages entre les îlots doivent être entretenus en état de propreté et libres de façon à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. Tout stationnement de véhicules est interdit sur ces passages. Les chariots de manutention doivent remisés soit dans un local, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet distantes d'au moins 5 m des îlots de stockage.

###### **9.1.2 Stockages en bâtiments**

###### **9.1.2.1 Distances d'éloignement**

Les bâtiments doivent être implantés à une distance :

- d'au moins 15 m des immeubles habités ou occupés par des tiers, des limites de propriétés et des voies ouvertes à la circulation publique,
- d'au moins 10 m des bâtiments abritant le personnel et du bâtiment de production
- d'au moins 3 m des aires extérieures de stockage des produits finis.

La distance de 15 m pourra être révisée sur la base d'une actualisation de l'étude des dangers. Cette actualisation sera communiquée à l'inspection des installations classées. En application des dispositions prévues à l'article 3 du décret n°77-1173 du 21 septembre 1977, la réalisation d'une analyse critique de l'étude des dangers par un tiers expert peut être sollicitée

#### 9.1.2.2. Règles de construction et d'aménagement

##### 9.1.2.2.a. Désenfumage

Les bâtiments doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent), notamment d'exutoires.

La surface utile de l'ensemble des exutoires ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de la surface géométrique des toitures. La surface utile de chaque exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 m<sup>2</sup> ni supérieure à 6 m<sup>2</sup>. D'autre part, ces exutoires doivent être isolés sur une distance d'1 m du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

##### 9.1.2.2.b. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les ateliers doivent être convenablement ventilés de façon à éviter tout risque d'atmosphère explosive et/ou toxique.

#### 9.1.2.3. Règles d'aménagement

##### 9.1.2.3.a. Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions visées au titre I du présent arrêté. A proximité d'au moins une issue des bâtiments, est installé un interrupteur général, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique des installations.

##### 9.1.2.3.b. Chauffage

Aucune installation de chauffage des ateliers n'est autorisée.

##### 9.1.2.3.c. Moyens de lutte contre l'incendie

Les bâtiments doivent être équipés d'un système interne d'alerte incendie ainsi que d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme rapidement exploitable.

#### 9.1.2.4. Règles d'exploitation

Les stockages doivent être effectués de manière à ce que toutes les issues, escaliers, etc, soient largement dégagés.

En fonction du risque, le stockage pourra être divisé en plusieurs volumes unitaires. Dans ce cas, les îlots ne doivent pas dépasser un volume unitaire 500 m<sup>3</sup>. Il est interdit d'entreposer des produits de nature différente à moins de deux mètres de ces stockages. De même, les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble sont stockés sur des îlots séparés d'au moins 3 m. Dans tous les cas, le stockage est organisé de telle façon qu'au minimum le tiers de la surface au sol n'est en aucun cas utilisé à des fins de stockage.

Des passages libres, d'au moins 2 m de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés latéralement autour de chaque îlot, de façon à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. La hauteur des stockages ne doit pas excéder 8 m. D'autre part, un espace libre d'au moins 1 m doit être préservé entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme du bâtiment.

## TITRE QUATRIEME

### ***Règles particulières applicables A certaines installations annexes***

Sont concernées par les prescriptions du présent titre, les installations décrites en annexe I relevant de la rubrique n° 1172.2, 2662.b et 2920.2.b de la nomenclature.

#### **ARTICLE 10 - Prescriptions applicables aux installations de stockage de matières premières (rubrique n° 1172)**

Ces prescriptions s'appliquent à l'auvent de stockage des matières premières (stabilisants au sel de plomb, cires, agents de renforçants et colorants).

##### **10.1. Règles de construction et d'aménagement**

Les éléments de construction et d'aménagement de l'auvent de stockage doivent présenter les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :

Structure (ossature, poteaux et pannes)	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0)
Mur mitoyen avec l'atelier de production	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0) - REI 60 (anciennement coupe-feu de degré une heure)
Porte d'accès à l'atelier de production	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0) - REI 60 (anciennement coupe-feu de degré une heure) et munie d'un dispositif assurant sa fermeture automatique
Couverture	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0)
Sol	Matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0)

##### **10.2. Accès**

L'auvent de stockage doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

##### **10.3 Rétention de l'aire de stockage**

Le sol de l'aire de stockage de l'auvent doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les produits répandus accidentellement ainsi que les eaux d'extinction d'incendie. Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol extérieur ou tout dispositif équivalent doit être mis en œuvre.

##### **10.4. Exploitation**

Aucune opération de déchargement de véhicule ne pourra être entreprise sans la présence du préposé désigné pour surveiller ces opérations. Les produits stockés ne doivent pas être exposés aux intempéries.

L'aire de stockage doit être maintenue propre et régulièrement nettoyée notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Toutes les dispositions prises vis à vis des écoulements de produits pour éviter que ceux-ci ne rejoignent le milieu naturel. Les déchets doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté.

Répartis sur l'aire de stockage, des moyens de secours contre sur l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur doivent être mis à disposition, notamment des extincteurs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermiques de ces produits stockés, une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles, un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage.

**ARTICLE 11 - Prescriptions applicables aux installations de stockage de matières premières (rubrique n° 2662.b)**

Ces prescriptions s'appliquent aux silos de stockage de PVC.

**11.1. Règles d'implantation, de construction et d'aménagement**

Les silos de stockage doivent être implantés à une distance :

- d'au moins 15 m des immeubles habités ou occupés par des tiers, des limites de propriétés et des voies ouvertes à la circulation publique,
- d'au moins 10 m des bâtiments abritant le personnel et des bâtiments de stockage des produits finis,
- d'au moins 3 m des aires extérieures de stockage des produits finis.

Les éléments de construction des silos doivent être du type A2 s1 D0 (anciennement M0).

Les silos de stockage doivent être équipés de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements ainsi que de dispositifs de filtration de l'air rejeté lors de leur chargement permettant de répondre aux seuils définis à l'article 4.6 du présent arrêté.

Les silos de stockage doivent être conçus et aménagés de manière à limiter la propagation d'un éventuel sinistre (incendie, explosion) ou les risques d'effondrement qui en découlent, notamment par la mise en place d'évents d'explosion ou de dispositifs équivalents. Le débouché de ces événements devra se faire en direction d'une zone peu fréquentée et ne présentant pas de dangers spécifiques.

Les silos doivent être mis à la terre et équipés, pour les opérations de dépotage, d'une prise de terre conformément aux prescriptions visées au titre I dans le présent arrêté. Ces prises de terre sont situées à proximité immédiate des silos.

**ARTICLE 12 - Prescriptions applicables aux installations de compression et de réfrigération (rubrique n° 2920)**

Les installations doivent être équipées et exploitées de façon à répondre aux normes de bruits définies à l'article 5.6 du présent arrêté. A cette fin, ils doivent être convenablement capotés et insonorisés pour éviter la propagation des bruits.

Les locaux ou les plates-formes abritant les installations doivent être construits en matériaux A2 s1 D0 (anciennement M0). Les portes des locaux doivent être maintenues fermées pendant les heures d'exploitation, et les dispositifs de ventilation du local doivent être insonorisés et dotés de silencieux d'aspiration et de refoulements.

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des dispositifs efficaces de purges seront placés sur tous les appareils aux emplacements où les produits de condensation seront susceptibles de s'accumuler.



Toutes les mesures seront prises pour éviter l'évacuation des produits de purge et éviter que la manœuvre des dispositifs de purge ne crée des pressions dangereuses pour les autres appareils ou pour les canalisations.

#### 12.1. Prescriptions particulières applicables aux installations de réfrigération

Le sol des locaux où sont installées les installations doit être imperméable et permettra de contenir les éventuels écoulements de liquides.

Toutes les dispositions seront prises pour éviter les rentrées d'air en un point quelconque du circuit primaire de réfrigération.

Un dispositif sera prévu sur les circuits d'eau de refroidissement permettant de contrôler à chaque instant la circulation de l'eau et sa température. Ces paramètres seront intégrés dans la commande des installations et permettront leur arrêt ou leur mise en sécurité lors d'une dérive hors des plages de fonctionnement.

Les opérations de maintenance sur les fluides frigorigènes seront confiées à une entreprise certifiée par un organisme désigné par arrêté tel que défini à l'article 6 du décret du 7 décembre 1992. Un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes doit être réalisé, au moins une fois par an ainsi que lors de modifications importantes des équipements. Toutes mesures sont prises pour mettre fin aux fuites de fluides frigorigènes constatées. Le certificat annuel d'étanchéité sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les fluides usagés seront éliminés conformément aux normes en vigueur.

#### 12.2 Prescriptions particulières applicables à l'installation de compression

Des murs de protection suffisants et formant éventuellement chicanes pour l'accès des compresseurs et de son accumulateur entoureront ces appareils de façon à diriger vers la partie supérieure les gaz et les débris d'appareils d'une explosion éventuelle.

Les éluats de compression doivent être éliminés comme il est dit à l'article 6.6 du présent arrêté.

Des filtres maintenus en bon état de propreté doivent empêcher la pénétration des poussières dans les compresseurs.

Les compresseurs doivent être pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement les appareils si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

## TITRE CINQUIEME

### *Modalités d'application*

#### ARTICLE 13 - Echancier

Le présent arrêté est applicable dès notification à l'exception des prescriptions suivantes :

Articles	Objet	Délai d'application
3.3.2.a.3	Mise en place des dispositifs débourbeurs-déshuileurs pour les voiries et aires de stationnement	Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2006
3.3.2.c	Etude de planimétrie du site et du sens d'écoulement des eaux - mise en place d'un bassin de confinement	Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2006
4.6.2	Mise en place d'un système de filtration sur le silo n° 13	Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2006
7.6.3	Mise en conformité des installations identifiés à risques d'atmosphère explosive (silos et canalisations)	Avant le 1 <sup>er</sup> juillet 2006
8.2 et 9.1.2.2.a	Mise en conformité des surfaces d'exutoires des bâtiments de production et de stockage	Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2007
8.5 et 9.1.2.3.c	Mise en place d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme au niveau des bâtiments de production et de stockage	Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2007
10.1	Construction d'un mur entre la zone de stockage des stabilisants et l'atelier des mélanges	Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2006

#### ARTICLE 14 - Documents à transmettre

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents ci-après visés par le présent arrêté

Articles	Documents	Périodicités/échéances
2.2	Modification notable	Avant réalisation
2.5	Déclarations des incidents ou accidents	Dès leur survenue
2.6.1	Bilan annuel	Tous les ans et avant le 1 <sup>er</sup> avril
2.6.2	Bilan de surveillance	Tous les ans à la date de notification du présent arrêté
2.9	Transfert des installations Ou changement d'exploitant	Avant déclaration à la préfecture
2.10	Cessation définitive des activités	Avant réalisation
4.6.3	Contrôle des rejets atmosphériques	Tous les ans
4.6.5	Diagnostic de l'état des sols	Avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2006
5.7	Contrôle des niveaux sonores	Tous les cinq ans
6.8	Déclaration de production, valorisation et élimination des déchets	Tous les trimestres
7.5.4	Vérification du dispositif de protection contre la foudre	Tous les cinq ans
8.7	Substitution des stabilisants au plomb	Tous les ans
9.1.1 9.1.2.1	Réactualisation de l'étude de dangers à des fins d'un nouvel examen de certaines distances d'isolement	Avant le 1 <sup>er</sup> mars 2006

## **ARTICLE 15 - Documents à conserver**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier d'autorisation,
- l'arrêté d'autorisation ainsi que tous les arrêtés préfectoraux pris en application de la législation des installations classées (arrêtés complémentaires, mises en demeure,...),
- les récépissés de déclaration et les prescriptions associées,

ainsi que les documents ci-après visés par le présent arrêté :

Articles	Documents
3.3.1	Bilan annuel de la consommation d'eaux
3.3.2.d	Plans d'implantation des réseaux d'eaux pluviales et usées
3.3.4	Fiches de données sécurité
6.7	Dossier et registre de suivi et d'élimination des déchets
7.4	Plan des zones de dangers
7.5.4	Rapport de contrôle des installations contre la foudre
7.6.4.3.1	Rapport de contrôle des installations électriques
7.7.2	Procédures d'exploitation des installations
7.8.1	Consignes de sécurité
7.13.1	Consignes générales d'intervention

Tous ces documents sont conservés sur le site durant 3 années à la disposition de l'inspection des installations classées, sauf réglementation particulière.

## **ARTICLE 16 – Notification, affichage et publicité**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie administrative.

Copies en seront adressées à Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre, à Messieurs les maires des communes d'ETRECHET et DIORS et aux chefs des services consultés lors de l'instruction.

L'arrêté ou un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises est affiché pendant une durée d'un mois à la diligence des maires d'ETRECHET et DIORS qui doivent justifier au préfet de l'Indre de l'accomplissement de cette formalité. Le même arrêté ou extrait est affiché en outre par le pétitionnaire dans son établissement.

Un avis d'information du public est inséré par les soins du préfet de l'Indre, aux frais de la société PIPELIFE dans deux journaux d'annonces légales du département.

## **ARTICLE 17 - Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

## **ARTICLE 18 - Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, les maires d'ETRECHET et de DIORS, Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,  
Pour le préfet  
et par délégation,  
La secrétaire générale

Claude DULAMON

# ANNEXE I à l'arrêté préfectoral n° 2005

Société PIPELIFE A ETRECHET ET DEOLS

## Liste des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement exploitées dans l'enceinte de l'établissement

Légende - A : Autorisation - D : Déclaration - NC : Non Classable

Description des installations	Rubrique de la Nomenclature	Régime	Redevance
<p>Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de précision (extrusion et injection), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 100 t/jour.</p> <p>Transformation de polymères par des procédés exclusivement mécaniques (sciage, perforation, broyage), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant de 100 t/jour.</p> <p>Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse unitaire est composé de polymères, le volume stocké étant de 85 500 m<sup>3</sup>.</p> <p>Emploi et stockage de substances et de préparations dangereuses pour l'environnement (stabilisants à base de plomb) et très toxiques pour les organismes aquatiques, la quantité susceptible d'être présente est de 115 tonnes.</p> <p>Stockage de matières premières en polymères (polychlorure de vinyle, polyéthylène et polypropylène), le volume total stocké étant de 760 m<sup>3</sup>.</p> <p>Installations de compression et de réfrigération fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa, la puissance absorbée par les installations étant de 401 kW.</p> <p>Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente est de 1,04 tonnes.</p> <p>Stockage et emploi d'acétylène, la quantité maximale susceptible d'être présente étant de 14 kg.</p> <p>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables. La quantité maximale en capacité équivalente est de 0,16 m<sup>3</sup>.</p> <p>Ateliers de charge d'accumulateurs. la puissance maximum en courant continu étant de 6,6 kW.</p>	<p>2661.1.a</p> <p>2661.2.a</p> <p>2663.2.a</p> <p>1172.2</p> <p>2662.b</p> <p>2920.2.b</p> <p>1412</p> <p>1418</p> <p>1432</p> <p>2925</p>	<p>A</p> <p>A</p> <p>A</p> <p>A</p> <p>D</p> <p>D</p> <p>NC</p> <p>NC</p> <p>NC</p> <p>NC</p>	<p>1</p> <p>1</p>

ANNEXE II à l'arrêté préfectoral n°  
du  
Société PIPELIFE à ETRÉCHET et DEOLS  
Plan de l'établissement

